

Marcher plutôt que de maudire la route

En mars de cette année, nous annonçons un changement de paradigme dans la stratégie de développement de notre pays. Beaucoup s'interrogeaient sur ce que recouvrait exactement cette volonté. Un proverbe togolais dit qu'il vaut mieux marcher que de maudire la route. Marcher avec succès sur la voie du développement de notre nation exige beaucoup de résilience face aux difficultés que connaît l'Afrique subsaharienne : un commerce régional structurellement limité ; une dépendance aux matières premières ; un secteur agricole à faible productivité et un déficit en capital humain.

Le Togo a compris que son potentiel résidait dans sa capacité à s'ouvrir et à s'adapter dans un monde en pleine mutation. Pour réaliser notre potentiel, nous devons développer une infrastructure moderne et construire des institutions plus robustes, associées à des investissements massifs dans nos jeunes et en capital humain.

Cette ouverture nous a permis de faire des progrès. Nous avons doté le pays de nouvelles infrastructures de transport, aérien et maritime. Nous avons modernisé le fonctionnement de l'État, en renforçant notre capacité de mobilisation et de gestion des ressources publiques. Avec ces nouvelles marges de manœuvre, nous avons investi dans nos populations avec des initiatives sociales fortes autour du financement du secteur informel et de l'agriculture. Aujourd'hui, grâce à ces actions, nous avons le taux de chômage le plus bas de l'Afrique de l'Ouest.

Pour aller plus loin et plus vite, j'ai fixé le cap des réformes sur le climat des affaires pour faire du Togo une destination privilégiée par les investisseurs internationaux et une terre d'épanouissement du secteur privé.

En progressant de quarante places dans le rapport « Doing Business » 2020 de la Banque mondiale, le Togo a réalisé un exploit authentique et remarquable, fruit de l'effort de tous. Nous sommes aujourd'hui l'un des dix pays les plus réformateurs au monde. Pour atteindre cet objectif, nous avons réduit depuis l'année

dernière la pression fiscale sur les entreprises, baissé les coûts directs et indirects liés à la création d'entreprise, réformé de manière consensuelle la gestion du secteur foncier, simplifié et dématérialisé les procédures administratives telles que le permis de construire et les déclarations fiscales.

Les progrès réalisés par le pays ne relèvent pas du miracle. La recette tient en une formule : le travail collectif. Nous avons adopté une démarche inclusive et participative en travaillant avec le partenaire stratégique qu'est le secteur privé. Convaincus que l'investissement productif privé est le levier le plus puissant pour une croissance inclusive, la création d'emplois et l'innovation, nous réservons au secteur privé une place de choix au cœur de cette nouvelle dynamique de développement.



**Faure
Essozimna
Gnassingbé**
Chef de l'État

C'est dans cet esprit que nous avons récemment noué des partenariats stratégiques avec des investisseurs privés dans le domaine du numérique et dans celui des mines. Nous l'avons fait dans une logique pragmatique, qui consiste à orienter le capital privé vers plus d'investissements productifs, pour créer plus de richesse et plus d'emplois.

Beaucoup de chemin a été parcouru par le peuple togolais, et nous sommes déterminés à créer les conditions d'un partage de la prospérité, mais nous le faisons avec méthode, engagement et détermination. Il s'agit pour nous de créer les fondements d'une économie togolaise forte, attractive et ouverte sur le monde, à même de permettre l'amélioration effective des conditions de vie de nos concitoyens. Le travail est une valeur que nous cultivons et qui demeure pour notre société un repère constant et un indicateur rassurant. Nous avons une foi inébranlable en l'avenir parce que nous avons su démontrer que nous avons en nous et dans notre pays la résilience nécessaire pour réaliser notre potentiel. Tout est désormais à notre portée pour une prospérité de tous et pour tous. **TA**